

Article 31 du Règlement

types d'émissions nuisibles à l'environnement. À Saint John, qui abrite la plus grande raffinerie de pétrole au Canada, ceci est important.

Avec le projet de loi C-94, la ministre de l'Environnement veut interdire l'utilisation du MMT dans l'essence canadienne pour, dit-elle, aligner les normes canadiennes sur celles des États-Unis où le MMT n'est pas utilisé. Elle a aussi dit que, selon les constructeurs d'automobiles, le MMT nuit au fonctionnement des systèmes de diagnostic de bord. Selon des études indépendantes et selon les tribunaux américains, il n'y a pas de lien entre les deux. Dans quelques semaines, le MMT sera utilisé dans les raffineries aux États-Unis.

Je demande donc à la ministre de retirer le projet de loi C-94, étant donné que les normes en ce qui concerne l'essence ne seront plus alors. . .

Le Président: La députée de York—Simcoe.

* * *

LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

Mme Karen Kraft Sloan (York—Simcoe, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais féliciter les tenants du non pour leurs efforts durant la campagne référendaire.

Les fédéralistes ont fait preuve de responsabilité. Nous avons présenté un rêve aux Canadiens. Ce dont nous rêvons, c'est de pluralisme et de tolérance. Nous voulons un Canada où nos enfants apprennent à travailler ensemble au lieu de dresser des murs entre eux et de devenir des isolationnistes.

Aujourd'hui, nous assistons à des manifestations massives d'amour et d'appui aux habitants du Québec en faveur d'un Canada uni. De partout au Canada, y compris de ma circonscription, York—Simcoe, des gens vont se rendre par milliers à Montréal vendredi pour manifester leur appui en faveur de l'unité.

David Ducharm et Andrew Douris, ainsi que de nombreux autres écoliers, m'ont remis une pétition demandant au Québec de rester dans le Canada.

Le fédéralisme offre de meilleures perspectives à nos enfants et est pour le plus grand bien de l'humanité. Dans l'intérêt de nos enfants, pour l'amour de nos enfants, préservons l'unité du Canada.

* * *

[Français]

LE BILINGUISME

Mme Anna Terrana (Vancouver—Est, Lib.): Monsieur le Président, le nombre de Canadiens qui apprennent le français a augmenté de manière draconienne dans les quinze dernières années. Grâce à la politique de bilinguisme, il y a des milliers de jeunes à travers le Canada qui apprennent la langue française. Le débat, au début, était féroce mais, peu à peu, les Canadiens ont compris l'importance du bilinguisme et de la langue française.

Pour cette raison, des cours d'immersion ont commencé partout au Canada et en Colombie-Britannique, à 3 000 kilomètres de distance du Québec. Beaucoup de parents anglophones ont décidé que leurs enfants allaient apprendre la deuxième langue du pays et s'unir aux francophones hors Québec qui parlent le français et l'anglais. On est allé loin. La politique de bilinguisme a bien servi notre pays et je voudrais me joindre à beaucoup de Canadiens et de Canadiennes qui croient dans un Canada bilingue, qui demeurent harmonieusement ensemble malgré leur race, couleur, convictions, et qui croient en un Canada uni.

My Canada includes Quebec. Mon Canada inclut le Québec.

* * *

L'UNITÉ NATIONALE

M. Pat O'Brien (London—Middlesex, Lib.): Monsieur le Président, le 30 octobre prochain, les Québécois et Québécoises vont faire un choix très important: être d'accord avec la séparation et la destruction du Canada ou dire non à la séparation et non à la destruction du Canada. Les Canadiens de toutes les autres provinces souhaitent que lorsque le peuple québécois fera un choix démocratique, il choisira de continuer à exister à l'intérieur du Canada.

Les citoyens de ma circonscription, London—Middlesex, croient que la majorité des Québécois voudront faire partie intégrante de ce pays que nous avons bâti ensemble. Nous croyons que leur choix sera le non.

* * *

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

M. Jean H. Leroux (Shefford, BQ): Monsieur le Président, hier soir, lors du rassemblement du camp du non, tenu à Verdun, le premier ministre du Canada a confirmé qu'il n'avait rien à offrir aux Québécois et Québécoises qui exigent un changement.

● (1405)

Le premier ministre du Canada demande à la population de lui faire confiance et que jamais il n'acceptera de signer des changements constitutionnels sans l'accord du Québec. Mais comment faire confiance à cet homme qui, en 1982, signait sans l'accord du Québec le rapatriement unilatéral de la Constitution?

Pour reprendre les mots de M^{me} Lysiane Gagnon dans *La Presse* d'aujourd'hui, et je la cite: «C'est trop peu, trop tard. Des semaines et des années trop tard.»

Depuis quelques jours, le camp du non supplie le Canada de lui venir en aide. Rien à faire. À la toute dernière minute, en panique, le premier ministre du Canada se lance dans la campagne référendaire les mains vides. C'est trop peu, trop tard. Les Québécois et Québécoises ne seront pas dupes, ils voteront oui lundi prochain.

* * *

[Traduction]

LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

M. John Cummins (Delta, Réf.): Monsieur le Président, l'historien canadien Desmond Morton maintient qu'une nation